

Scellé du Sceau de l'Etat :  
Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

—  
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)  
Documents : 54-3616  
Compte rendu intégral : 25 avril 2019.

Met 's Lands Zegel gezegeld:  
De Minister van Justitie,  
K. GEENS

—  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)  
Stukken : 54-3616  
Integraal verslag : 25 april 2019.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

[C – 2019/40853]

**5 SEPTEMBRE 2018. — Loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République argentine concernant l'autorisation pour les membres de la famille à charge du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires d'effectuer des activités rémunérées, fait à Bruxelles le 20 avril 2017 (1)(2)(3)**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Art. 2.** L'Accord entre le Royaume de Belgique et la République argentine concernant l'autorisation pour les membres de la famille à charge du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires d'effectuer des activités rémunérées, fait à Bruxelles le 20 avril 2017, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 5 septembre 2018.

**PHILIPPE**

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,  
D. REYNDERS

Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

La Ministre des Affaires sociales,  
M. DE BLOCK

Le Ministre des Finances,  
J. VAN OVERTVELDT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

—  
Notes

1) Chambre des représentants (www.lachambre.be):  
Documents: n° 54-3129  
Rapport intégral: sans rapport.

(2) Décret de la Région flamande du 02/02/2018 (*Moniteur belge* du 28/02/2018), Décret de la Région wallonne du 30/01/2019 (*Moniteur belge* du 27/05/2019), Ordonnance de la Région Bruxelles-Capitale du 15/11/2018 (*Moniteur belge* du 28/11/2018) et Décret de la Communauté germanophone du 28/01/2019 (*Moniteur belge* du 26/02/2019).

(3) Entrée en vigueur : 01/04/2019 (art. 11)

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

[C – 2019/40853]

**5 SEPTEMBER 2018. — Wet houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Argentinië inzake het verrichten van betaalde werkzaamheden door de gezinsleden ten laste van het personeel van de diplomatieke zendingen en consulaire posten, gedaan te Brussel op 20 april 2017 (1)(2)(3)**

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Art. 2.** De Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Argentinië inzake het verrichten van betaalde werkzaamheden door de gezinsleden ten laste van het personeel van de diplomatieke zendingen en consulaire posten, gedaan te Brussel op 20 april 2017, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 5 september 2018.

**FILIP**

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
D. REYNDERS

De Minister van Justitie,  
K. GEENS

De Minister van Sociale Zaken,  
M. DE BLOCK

De Minister van Financiën,  
J. VAN OVERTVELDT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
K. GEENS

—  
Nota's

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be):  
Stukken: nr 54-3129  
Integraal verslag: zonder verslag.

(2) Zie Decreet van het Vlaamse Gewest van 02/02/2018 (*Belgisch Staatsblad* van 28/02/2018), Decreet van het Waalse Gewest van 30/01/2019 (*Belgisch Staatsblad* van 27/05/2019), Ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 15/11/2018 (*Belgisch Staatsblad* van 28/11/2018) en Decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 28/01/2019 (*Belgisch Staatsblad* van 26/02/2019).

(3) Datum inwerkingtreding : 01/04/2019 (art. 11)

**ACCORD  
ENTRE  
LE ROYAUME DE BELGIQUE  
ET  
LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE  
CONCERNANT L'AUTORISATION POUR LES MEMBRES DE LA  
FAMILLE À CHARGE DU PERSONNEL DES MISSIONS  
DIPLOMATIQUES ET DES POSTES CONSULAIRES  
D'EFFECTUER DES ACTIVITES RÉMUNÉRÉES.**

**LE ROYAUME DE BELGIQUE, REPRESENTÉ PAR**

Le Gouvernement fédéral,  
Le Gouvernement wallon,  
Le Gouvernement flamand,  
Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, et  
Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

**ET**

**LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE**

ci-après dénommées "les Parties",

**AVEC** la volonté de permettre le libre exercice d'activités rémunérées par les membres de la famille à charge du personnel des Missions Diplomatiques et des Postes Consulaires respectifs accrédité sur le territoire de l'autre Partie,

**ONT CONVENU CE QUI SUIT :**

### ARTICLE 1

Les membres de la famille à charge du personnel diplomatique, consulaire, administratif et technique et de service des Missions Diplomatiques et des Postes Consulaires de la République argentine accrédité auprès du Royaume de Belgique et du Royaume de Belgique accrédité auprès de la République argentine, sur la base d'un traitement réciproque, sont autorisés à effectuer des activités rémunérées dans l'Etat accréditaire conformément à la législation en vigueur dans cet Etat, après avoir obtenu l'autorisation prévue au présent Accord.

### ARTICLE 2

Aux fins du présent Accord, sont considérés comme membres de la famille à charge :

- a) Le partenaire légal, le conjoint et les enfants célibataires de moins de dix-huit ans à charge d'un agent diplomatique ou d'un fonctionnaire consulaire de l'Etat accréditant affecté :
  - (i) auprès de l'Etat accréditaire, ou
  - (ii) auprès d'organisations internationales ayant un siège dans l'Etat accréditaire,
- b) Le partenaire légal et le conjoint d'un autre membre du personnel de la mission de l'Etat accréditant ou du personnel du poste consulaire du même Etat

tels que définis à l'article 1 des Conventions de Vienne sur les Relations Diplomatiques (1961) et Consulaires (1963).

L'autorisation d'exercer une activité rémunérée ne s'étend pas aux ressortissants de l'Etat accréditaire ni aux résidents permanents sur son territoire.

### ARTICLE 3

Il n'y aura pas de restriction concernant la nature ou le type d'activités rémunérées que les intéressés pourront exercer. Pour les professions ou les activités pour lesquelles des qualifications spéciales sont requises, le membre de la famille à charge devra revalider sa qualification et se conformer aux normes en vigueur dans l'Etat accréditaire concernant ces professions ou activités.

L'autorisation d'exercer une activité rémunérée est accordée par les autorités de l'Etat accréditaire conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur dans cet Etat et aux dispositions du présent Accord.

### ARTICLE 4

1. Pour qu'un membre de la famille à charge puisse être autorisé à exercer une activité rémunérée sur le territoire de l'Etat accréditaire, l'Ambassade de l'Etat accréditant introduit une demande à la Direction nationale du Cérémonial du Ministère des Affaires Etrangères et du Culte de la République argentine ou à la Direction du Protocole du Service public fédéral des Affaires étrangères, Commerce extérieur et de la Coopération au Développement du Royaume de Belgique, selon le cas. Après vérification que la personne en question fait partie des catégories définies au présent Accord, l'Etat accréditaire informe l'Ambassade de l'Etat accréditant que le membre de la famille à charge est autorisé à exercer une activité rémunérée.

2. Les procédures suivies sont appliquées de manière telle que le bénéficiaire de l'autorisation puisse entreprendre une activité dans les meilleurs délais. Toutes les dispositions régissant les permis de travail et autres formalités analogues sont appliquées dans un sens favorable.

#### ARTICLE 5

Les membres de la famille à charge qui exercent des activités rémunérées conformément au présent Accord et jouissent de l'immunité de juridiction en matière civile et administrative dans l'Etat accréditaire en vertu de la Convention de Vienne sur les Relations Diplomatiques signée le 18 avril 1961 et de la Convention de Vienne sur les Relations Consulaires signée le 24 avril 1963 ou de tout autre convention internationale applicable, ne jouissent pas de l'immunité de juridiction civile et administrative pour les actes découlant de l'exercice de l'activité rémunérée et sont assujettis à la juridiction civile ou administrative de l'Etat accréditaire. Par le présent Accord, l'Etat accréditant renonce irrévocablement à cette immunité.

#### ARTICLE 6

Dans le cas où le membre de la famille à charge exerçant une activité rémunérée conformément au présent Accord et jouissant de l'immunité de juridiction en matière pénale dans l'Etat accréditaire en vertu de la Convention de Vienne sur les Relations Diplomatiques signée le 18 avril 1961 et de la Convention de Vienne sur les Relations Consulaires signée le 24 avril 1963 ou de tout autre convention internationale applicable, est accusé d'avoir commis un délit en relation avec son activité rémunérée, l'Etat accréditant prendra sérieusement en considération toute demande écrite que lui présentera l'Etat accréditaire pour la renonciation à cette immunité.

La renonciation à l'immunité de juridiction en matière pénale ne s'étendra pas à l'immunité d'exécution de la décision judiciaire. Il sera donc nécessaire d'y renoncer spécifiquement. Dans ce cas, l'Etat accréditant prendra sérieusement en considération toute demande écrite que lui présentera l'Etat accréditaire pour la renonciation spécifique à cette immunité.

#### ARTICLE 7

Conformément aux dispositions des Conventions de Vienne précitées, les bénéficiaires de l'autorisation d'exercer une activité rémunérée sont assujettis aux régimes fiscal et de sécurité sociale de l'Etat accréditaire pour tout ce qui se rapporte à l'exercice de cette activité dans cet Etat.

Les dispositions du premier alinéa du présent article n'affectent pas les conventions préventives de la double imposition ou relatives à la sécurité sociale qui ont été conclues antérieurement et elles n'empêchent pas la conclusion ultérieure de telles conventions.

#### ARTICLE 8

Le présent Accord n'implique pas la reconnaissance de titres, grades ou études entre les deux Etats.

**ARTICLE 9**

L'autorisation d'exercer une activité rémunérée dans l'Etat accréditaire expirera dans un délai maximum de deux mois à compter de la date du terme des fonctions du membre du personnel d'un Etat partie visé à l'article 1 du présent Accord accrédité dans l'autre Etat. La durée pendant laquelle le membre de la famille à charge sera dans cette situation ne produira aucun effet juridique qui l'autoriserait à demander des permis de travail et de résidence régis par les normes générales de l'Etat accréditaire.

**ARTICLE 10**

Toute controverse entre les Parties relative à l'interprétation ou l'application du présent Accord sera résolue par des négociations et des consultations par la voie diplomatique.

**ARTICLE 11**

Le présent Accord entrera en vigueur pour une durée illimitée le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière notification par laquelle les Parties s'informeront de l'accomplissement des formalités requises par leurs ordres juridiques respectifs pour l'entrée en vigueur des accords internationaux.

L'une ou l'autre des Parties pourra dénoncer le présent Accord via communication écrite envoyée à l'autre Partie par la voie diplomatique. Le présent Accord cessera de produire ses effets six mois après réception de ladite communication.

Cette dénonciation n'affectera pas la validité des autorisations déjà accordées, qui resteront valables pour toute la période pour laquelle elles auront été accordées conformément à l'Article 9.

**FAIT** à Bruxelles le 20 avril 2017, en deux exemplaires originaux en langues espagnole, française et néerlandaise, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence dans l'interprétation, le texte français prévaudra.

**OVEREENKOMST  
TUSSEN  
HET KONINKRIJK BELGIË  
EN  
DE REPUBLIEK ARGENTINIË  
INZAKE HET VERRICHTEN VAN BETAALDE WERKZAAMHEDEN  
DOOR DE GEZINSLEDEN TEN LASTE VAN HET PERSONEEL  
VAN DE DIPLOMATIEKE ZENDINGEN EN CONSULAIRE POSTEN.**

**HET KONINKRIJK BELGIË**, vertegenwoordigd door

De Federale Regering,  
De Vlaamse Regering,  
De Waalse Regering,  
De Regering van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest,  
De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

**EN**

**DE REPUBLIEK ARGENTINIË**,

hierna "de Partijen" genoemd,

**GELEID** door de wens het vrij verrichten van betaalde werkzaamheden door de gezinsleden ten laste van het personeel van de respectieve diplomatieke zendingen en consulaire posten op het grondgebied van de andere Partij mogelijk te maken,

**ZIJN HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :**

### ARTIKEL 1

De gezinsleden ten laste van het diplomatiek, consulaire, administratief en technisch en bedienend personeel van de diplomatieke zendingen en de consulaire posten van de Republiek Argentinië dat in het Koninkrijk België is geaccrediteerd en van het Koninkrijk België dat in de Republiek Argentinië is geaccrediteerd mogen, op grond van wederkerigheid, betaalde werkzaamheden verrichten in de Ontvangende Staat overeenkomstig de geldende wetgeving in deze Staat en nadat daarvoor de toestemming werd verleend overeenkomstig het bepaalde in deze Overeenkomst.

### ARTIKEL 2

Voor de toepassing van deze Overeenkomst worden beschouwd als gezinsleden ten laste :

- a) De wettelijke partner, de echtgeno(o)t(e) en de ongehuwde kinderen jonger dan achttien jaar van een diplomatiek of een consulaire ambtenaar van de Zendstaat die is aangesteld:
  - (i) bij de Ontvangende Staat, of
  - (ii) bij internationale organisaties die een zetel hebben in de Ontvangende Staat,
- b) De wettelijke partner en de echtgeno(o)t(e) van een ander personeelslid van de zending van de Zendstaat of van een ander personeelslid van de consulaire post van deze Staat

zoals bepaald in artikel 1 van de Verdragen van Wenen inzake Diplomatiek Verkeer (1961) en Consulaire Verkeer (1963).

De toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten geldt niet voor de ingezetenen van de Ontvangende Staat of de vaste verblijfhouders op zijn grondgebied.

### ARTIKEL 3

Er zijn geen beperkingen met betrekking tot de aard of het type van betaalde werkzaamheden die de betrokkenen mogen verrichten. Voor de beroepen of de activiteiten waarvoor bijzondere kwalificaties zijn vereist, moet het gezinslid dat ten laste is opnieuw het bewijs leveren van zijn kwalificatie en voldoen aan de normen inzake deze beroepen of activiteiten die van kracht zijn in de Ontvangende Staat.

De toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten wordt verleend door de autoriteiten van de Ontvangende Staat overeenkomstig de aldaar van kracht zijnde wetgeving en voorschriften en overeenkomstig het bepaalde in deze Overeenkomst.

### ARTIKEL 4

1. Opdat een gezinslid ten laste de toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden op het grondgebied van de Ontvangende Staat zou kunnen krijgen, stuurt de Ambassade van de Zendstaat naar gelang van het geval een aanvraag naar de Nationale Directie Protocol van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Eredienst van de Republiek Argentinië, dan wel naar de Directie Protocol van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van het Koninkrijk België. Na verificatie of de betreffende persoon tot de in deze Overeenkomst bepaalde categorieën behoort, stelt de Ontvangende Staat de

Ambassade van de Zendstaat ervan in kennis dat het gezinslid ten laste een betaalde werkzaamheid mag verrichten.

2. De gevolgde procedures worden dusdanig toegepast dat de begunstigde van de toestemming zo snel mogelijk betaalde werkzaamheden kan verrichten; alle voorschriften inzake werkvergunningen en soortgelijke formaliteiten worden welwillend toegepast.

#### ARTIKEL 5

Voor de gezinsleden ten laste die overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst betaalde werkzaamheden verrichten en civiel- en administratiefrechtelijke immuniteit van rechtsmacht genieten in de Ontvangende Staat, overeenkomstig het Verdrag van Wenen inzake Diplomatiek Verkeer dat op 18 april 1961 werd ondertekend en het Verdrag van Wenen inzake Consulair Verkeer dat op 24 april 1963 werd ondertekend, dan wel enig ander toepasselijk internationaal verdrag, is deze immuniteit niet van toepassing op handelingen die voortvloeien uit het verrichten van betaalde werkzaamheden welke onder het burgerlijk of administratief recht van de Ontvangende Staat vallen. Door deze Overeenkomst doet de Zendstaat onherroepelijk afstand van deze immuniteit.

#### ARTIKEL 6

Ingeval het gezinslid ten laste dat overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst betaalde werkzaamheden verricht en immuniteit geniet ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken van de Ontvangende Staat, overeenkomstig het Verdrag van Wenen inzake Diplomatiek Verkeer dat op 18 april 1961 werd ondertekend en het Verdrag van Wenen inzake Consulair Verkeer dat op 24 april 1963 werd ondertekend, dan wel enig ander toepasselijk internationaal verdrag, wordt beschuldigd van een misdrijf in verband met zijn betaalde werkzaamheden, neemt de Zendstaat elk schriftelijk verzoek van de Ontvangende Staat om afstand te doen van deze immuniteit, ernstig in overweging.

Het doen van afstand van immuniteit ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken wordt niet geacht mede betrekking te hebben op de immuniteit ten aanzien van de tenuitvoerlegging van de gerechtelijke uitspraak. Het is dus nodig hier specifiek afstand van te doen. In dat geval neemt de Zendstaat elk schriftelijk verzoek van de Ontvangende Staat om specifiek van deze immuniteit afstand te doen, ernstig in overweging.

#### ARTIKEL 7

In overeenstemming met de bepalingen van de bovengenoemde Verdragen van Wenen zijn de begunstigten van de toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden onderworpen aan de belasting- en sociale zekerheidsstelsels van de Ontvangende Staat, ten aanzien van alles wat verband houdt met het verrichten van bedoelde werkzaamheden in deze Staat .

Het bepaalde in de eerste alinea van dit artikel doet geen afbreuk aan de verdragen ter voorkoming van dubbele belasting of de verdragen inzake de sociale zekerheid die eerder werden gesloten en staat het sluiten van dergelijke verdragen in de toekomst niet in de weg.

#### ARTIKEL 8

Deze Overeenkomst impliceert niet de wederzijdse erkenning van titels, graden of diploma's tussen de Staten.



### ARTIKEL 9

De toestemming om in de Ontvangende Staat betaalde werkzaamheden te verrichten vervalt na een termijn van maximaal twee maanden, te rekenen vanaf de datum waarop het personeelslid van een Staat die partij is bij de Overeenkomst zoals bedoeld in artikel 1 van deze Overeenkomst, dat is geaccrediteerd bij de andere Staat, zijn functie beëindigt. De duur van de periode waarin het gezinslid ten laste zich in deze situatie bevindt, heeft geen rechtsgevolgen waardoor de betrokkene een werkvergunning of een verblijfsvergunning kan aanvragen die onder de algemene voorschriften van de Ontvangende Staat valt.

### ARTIKEL 10

Elk geschil tussen de Partijen aangaande de interpretatie of toepassing van deze Overeenkomst wordt beslecht door onderhandelingen en overleg langs diplomatieke weg.

### ARTIKEL 11

Deze Overeenkomst treedt voor onbepaalde duur in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de datum van ontvangst van de laatste kennisgeving waarin de Partijen elkaar op de hoogte brengen van de voltooiing van de formaliteiten die in hun respectieve rechtsstelsels vereist zijn voor de inwerkingtreding van internationale overeenkomsten.

Elke Partij kan deze Overeenkomst opzeggen door de andere Partij hiervan langs diplomatieke weg schriftelijk in kennis te stellen. In dat geval is deze Overeenkomst zes maanden na de datum van ontvangst van deze kennisgeving niet langer van kracht.

Deze opzegging heeft geen gevolgen voor de geldigheid van de reeds gegeven toestemmingen die derhalve geldig blijven gedurende de volledige periode waarvoor ze in overeenstemming met Artikel 9 werden toegekend.

**GEDAAN** te Brussel op 20 april 2017, in twee originele exemplaren, in de Spaanse, de Franse en de Nederlandse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek. In geval van verschil in interpretatie is de Franse tekst doorslaggevend.